



Communiqué de presse du 27/03/2018

Le 22 mars 2018, les agents des Finances Publiques de l'Aisne étaient en grève à près de 52 %. Cela témoigne d'un malaise profond dans notre administration.

Absence de dialogue social et détérioration de nos conditions de travail, suppression massive de postes, disparition programmée du service public dans notre département.

Aujourd'hui devait se tenir le 1^{er} comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail sous le mandat de notre nouvelle Directrice Départementale, Mme Marchica-Ricour.

Les représentants des agents des Finances Publiques ont décidé de boycotter cette parodie de dialogue social.

En effet, nous constatons que notre Direction a fait le choix de ne se donner aucune marge de manœuvre et soutient manifestement la destruction de notre service public dans le département.

Nos missions sont importantes et essentielles pour l'ensemble des usagers particuliers, professionnels, collectivités locales et l'État. Nous sommes l'outil de la solidarité nationale, et des agents économiques d'importance sur notre territoire. 35 % de la population active de l'Aisne est un salarié du public.

Nous sommes les garants de l'égalité de traitement entre les citoyens, de la bonne utilisation des fonds publics, du conseil aux collectivités locales et aux entreprises. Nous accompagnons gratuitement les usagers particuliers et professionnels, nous garantissons le droit à la propriété privée au travers des missions du cadastre et du fichier immobilier.

Nous refusons que les usagers payent pour l'ensemble de ces services (exemple : facturation de 50 € proposée par la Poste pour l'aide à la déclaration des revenus sur internet!!!!)

Nous sommes le meilleur rempart contre l'évasion et la fraude fiscale qui coûtent à l'ensemble des français 80 milliards d'euros par an.

Force est de constater que nos missions sont mises à mal par les suppressions de postes.

Avec 20 000 nouvelles suppression d'emplois au plan national prévues par le gouvernement par le biais de CAP 22 (comité action publique 2022), nos missions seront définitivement enterrées et entraîneront la disparition de nos services dans le département.

Concrètement cela signifie que nous allons perdre 200 emplois dans l'Aisne. Dans le privé, nous appellerions ça un plan social.

Notre département est déjà en grande difficulté sociale (15 % de taux de chômage et 22 % de la population sous le seuil de pauvreté), c'est une saignée majeure en terme d'emplois et cela aura un impact économique important, pour les commerces, les artisans, les entreprises, les écoles etc...

En conclusion, l'ensemble des représentants du personnel de la Direction des Finances Publiques de l'Aisne refuse le démantèlement annoncé de nos services. Nous refusons que la population de ce département soit abandonnée et livrée à elle-même.